

FICHE DE POSTE

J2F53 - Chargé-e des affaires juridiques

BAP J « Gestion et Pilotage » - Affaires juridiques - IE

Mission

Conseiller, proposer et réaliser des actions ou documents visant à garantir la sécurité juridique de l'Établissement ; Sécuriser l'évolution institutionnelle de l'Établissement ; Assurer le conseil et la veille juridique pour l'établissement

Famille d'activité professionnelle

Affaires juridiques

Correspondance statutaire

Ingénieur d'étude

Activités principales

- Interpréter et veiller à l'application des textes législatifs ou réglementaires concernant l'établissement. Proposer et présenter les procédures découlant de nouvelles dispositions législatives et réglementaires
- Conseiller la gouvernance, les directions et les composantes dans les domaines liés à la vie institutionnelle et statutaire de l'établissement
- Rédiger et sécuriser les actes juridique (délibérations, conventions, etc.)
- Gérer et sécuriser certaines instances statutaires de l'établissement
- Conseiller les unités, directions et services de l'établissement
- Participer à la négociation et à l'élaboration des contrats et des conventions
- Animer le travail d'une équipe
- Développer et exploiter un fond documentaire dans le domaine juridique
- Participer à des actions de formation

Compétences principales Connaissances

- Droit public (connaissance approfondie)
- Connaissance des textes législatifs et réglementaires régissant les EPSCP expérimentaux
- Organisation générale des institutions françaises, européennes et/ou internationales
- Organisation et fonctionnement des établissements publics
- Analyse et rédaction juridique (connaissance approfondie)
- Langue anglaise : B1 à B2 (cadre européen commun de référence pour les langues)

Compétences opérationnelles

- Tenir compte des besoins et contraintes
- Savoir rendre compte
- Élaborer des fiches de procédures
- Encadrer / Animer une équipe
- Exploiter les sources de données
- Utiliser les outils bureautiques

Compétences comportementales

- Capacité d'écoute
- Capacité de conviction
- Rigueur / Fiabilité

Diplôme réglementaire exigé – Formation professionnelle si souhaitable

- Master
- Domaine de formation souhaité : droit public

Tendances d'évolution Facteurs d'évolution à moyen terme

- Accroissement de la mise en cause de la responsabilité de l'administration
- Evolution vers de nouvelles technologies : dématérialisation, etc.
- Demande de spécialisations dans certains domaines du droit selon les besoins de l'établissement, notamment sur le volet institutionnel des EPSCP ou la responsabilité des Etablissements publics